

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

PARLEMENT EUROPÉEN**ARRÊT DÉFINITIF
du budget rectificatif et supplémentaire n° 2
des Communautés européennes pour l'exercice 1990**

(90/463/Euratom, CECA, CEE)

LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et notamment son article 78 paragraphe 7,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 203 paragraphe 7,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique, et notamment son article 177 paragraphe 7,

vu le traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, signé le 22 juillet 1975,

vu le règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (1), et notamment son article 1^{er} paragraphe 5,

vu l'accord interinstitutionnel sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (2),

vu le budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1990 (3),

vu le budget rectificatif et supplémentaire n° 1 des Communautés européennes pour l'exercice 1990 (4),

vu l'avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1990 présenté par la Commission,

(1) JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1.

(2) JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 33.

(3) JO n° L 24 du 29. 1. 1990, p. 3.

(4) JO n° L 62 du 12. 3. 1990, p. 1.

vu le projet de budget rectificatif et supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1990 établi par le Conseil,

vu les lettres rectificatives n° 1 et n° 2 à l'avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire n° 2 pour l'exercice 1990, présentées par la Commission,

vu la décision commune, du 6 juin 1990, de l'autorité budgétaire de réviser les perspectives financières,

vu les lettres rectificatives n° 1 et n° 2 au projet de budget n° 2 pour l'exercice 1990, établies par le Conseil le 11 juin 1990,

vu les délibérations du Parlement européen du 13 juin 1990,

vu le résultat des délibérations du Conseil des 25 et 26 juin 1990 sur les amendements adoptés par le Parlement européen le 13 juin 1990,

vu les délibérations du Parlement européen du 11 juillet 1990,

vu la résolution adoptée par le Parlement européen le 11 juillet 1990,

la procédure prévue aux articles 78 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 203 du traité instituant la Communauté économique européenne et 177 du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique étant ainsi achevée,

CONSTATE :

Article unique

Le budget rectificatif et supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1990, tel que figurant en annexe, est définitivement arrêté.

Fait à Strasbourg, le 11 juillet 1990.

Le président

E. BARÓN CRESPO

**BUDGET RECTIFICATIF ET SUPPLÉMENTAIRE N° 2
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
POUR L'EXERCICE 1990**

SOMMAIRE

	Page
ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES	
A. État général des recettes	5
B. Financement du budget général	17
ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES PAR SECTION	
Section I : Parlement	23
— État des dépenses	24
Section III : Commission	27
— État des dépenses	29
— Partie A : Crédits de fonctionnement	31
— Partie B : Crédits opérationnels	37
Section V : Cour des comptes	53
— État des dépenses	54

Les montants du présent document budgétaire sont exprimés en écus sauf indication contraire.

A. ÉTAT GÉNÉRAL DES RECETTES

Titre	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
1	Ressources propres	43 814 768 998	- 1 655 042 969	42 159 726 029
2	Contributions financières			
	— Contributions remplaçant les ressources propres « TVA »		—	
	— Recettes destinées à équilibrer le budget général		—	
3	Excédents disponibles			
	— Solde des exercices précédents	1 779 000 000	+ 1 701 972 118	3 480 972 118
	— Ressources propres provenant de la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	819 000 000	—	819 000 000
	— Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, des contributions financières correspondantes et de la ressource complémentaire	p.m.	—	p.m.
4	Taxes diverses, prélèvements et redevances communautaires	248 356 982	—	248 356 982
5	Recettes provenant du fonctionnement administratif des institutions	32 719 800	—	32 719 800
6	Contributions aux programmes communautaires, remboursements de dépenses et recettes de services fournis à titre onéreux	9 600 725	—	9 600 725
7	Intérêts de retard et amendes	p.m.	—	p.m.
8	Emprunts et prêts	10 687 000	—	10 687 000
9	Recettes diverses	2 685 000	—	2 685 000
	TOTAL GÉNÉRAL	46 716 818 505	+ 46 929 149	46 763 747 654

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 13 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT c), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 13			
130	<i>Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c), de l'article 5 paragraphe 2 et de l'article 6 premier alinéa de la décision 88/376/CEE, Euratom.</i>			
1300	Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) et de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom, à l'exception de celles destinées à financer la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »	28 217 837 935	-809 903 961	27 407 933 974

TITRE 1

RESSOURCES PROPRES

CHAPITRE 13 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT c), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Commentaires				
130					
1300	<p><i>Ancien article 130</i></p> <p>Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point c) et son article 5 paragraphe 2.</p> <p>Le taux uniforme de TVA s'élève à 1,2557 %.</p> <p>Compte tenu de l'écrêtement des assiettes « TVA » des États membres dépassant 55 % de leur produit national brut et de la compensation en faveur du Royaume-Uni, les ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole non comprise, se présentent comme ci-dessous.</p> <p>Le produit de la TVA destiné à financer la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole est inscrit au poste 1301.</p>				
	États membres	Taux effectif	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	Belgique	1,3549	910 420 000	- 29 311 195	881 108 805
	Danemark	1,3549	581 000 000	- 18 705 437	562 294 563
	Allemagne	1,2940	7 277 140 599	- 224 594 321	7 052 546 278
	Grèce	1,3549	372 400 000	- 11 989 509	360 410 491
	Espagne	1,3411	2 616 299 963	- 83 470 246	2 532 829 717
	France	1,3440	6 353 160 581	- 203 082 626	6 150 077 955
	Irlande	1,3374	204 365 120	- 6 503 618	197 861 502
	Italie	1,3549	4 725 000 000	- 152 122 532	4 572 877 468
	Luxembourg	1,3374	59 258 289	- 1 885 808	57 372 481
	Pays-Bas	1,3480	1 464 804 016	- 46 947 723	1 417 856 293
	Portugal	1,3374	331 998 354	- 10 565 357	321 432 997
	Royaume-Uni	0,7154	3 321 991 013	- 20 725 589	3 301 265 424
	Total du poste 1300		28 217 837 935	- 809 903 961	27 407 933 974

CHAPITRE 13 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT c), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM (suite)

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
130 1301	(suite) Ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) et de l'article 6 premier alinéa de la décision 88/376/CEE, Euratom destinées à financer la réserve budgétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »		+ 1 023 989 722	1 023 989 722
	<i>Total de l'article 130</i>	28 217 837 935	+ 214 085 761	28 431 923 696
	TOTAL DU CHAPITRE 13	28 217 837 935	+ 214 085 761	28 431 923 696

CHAPITRE 13 — RESSOURCES PROPRES PROVENANT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT c), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM (suite)

Article Poste	Commentaires				
130	<i>(suite)</i>				
1301	<i>Nouveau poste</i>				
	Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point c) et son article 6 premier alinéa.				
	La répartition des versements se présente comme suit :				
	États membres	Taux effectif	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	Belgique	0,0451		29 311 195	29 311 195
	Danemark	0,0451		18 705 437	18 705 437
	Allemagne	0,0451		245 649 718	245 649 718
	Grèce	0,0451		11 989 509	11 989 509
	Espagne	0,0451		85 125 515	85 125 515
	France	0,0451		206 251 109	206 251 109
	Irlande	0,0451		6 668 601	6 668 601
	Italie	0,0451		152 122 532	152 122 532
	Luxembourg	0,0451		1 933 646	1 933 646
	Pays-Bas	0,0451		47 408 142	47 408 142
	Portugal	0,0451		10 833 378	10 833 378
	Royaume-Uni	0,0451		207 990 940	207 990 940
	Total du poste 1301			1 023 989 722	1 023 989 722
	Toutefois, le montant à verser effectivement sera limité au montant du virement à partir du chapitre 10 2 de la partie B de l'état des dépenses de la section III « Commission » du budget général au titre de la réserve monétaire et de la restitution correspondante aux deux nouveaux États membres.				

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 14			
140	<i>Ressources propres fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d), de l'article 5 paragraphe 2 et de l'article 6 premier alinéa de la décision 88/376/CEE, Euratom</i>			
1400	Ressources propres fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom, à l'exception de celles destinées à financer la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »	941 572 328	- 846 969 995	94 602 333

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM

Article Poste	Commentaires																																																								
140																																																									
1400	<p>Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point d) et son article 5 paragraphe 2.</p> <p>Les ressources propres fondées sur le produit national brut ne sont appelées qu'en raison de la compensation financière en faveur du Royaume-Uni.</p> <p>La répartition des versements se présente comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="214 1170 1889 1890"> <thead> <tr> <th data-bbox="214 1170 959 1302">États membres</th> <th data-bbox="959 1170 1272 1302">Budget 1990</th> <th data-bbox="1272 1170 1585 1302">Budget rectificatif et supplémentaire n° 2</th> <th data-bbox="1585 1170 1889 1302">Nouveau montant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="214 1302 959 1355">Belgique</td> <td data-bbox="959 1302 1272 1355">27 832 291</td> <td data-bbox="1272 1302 1585 1355">- 25 480 607</td> <td data-bbox="1585 1302 1889 1355">2 351 684</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1355 959 1399">Danemark</td> <td data-bbox="959 1355 1272 1399">22 324 666</td> <td data-bbox="1272 1355 1585 1399">- 17 384 625</td> <td data-bbox="1585 1355 1889 1399">4 940 041</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1399 959 1443">Allemagne</td> <td data-bbox="959 1399 1272 1443">205 110 716</td> <td data-bbox="1272 1399 1585 1443">- 205 110 716</td> <td data-bbox="1585 1399 1889 1443">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1443 959 1487">Grèce</td> <td data-bbox="959 1443 1272 1487">12 172 871</td> <td data-bbox="1272 1443 1585 1487">- 10 616 773</td> <td data-bbox="1585 1443 1889 1487">1 556 098</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1487 959 1531">Espagne</td> <td data-bbox="959 1487 1272 1531">64 901 553</td> <td data-bbox="1272 1487 1585 1531">- 64 901 553</td> <td data-bbox="1585 1487 1889 1531">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1531 959 1575">France</td> <td data-bbox="959 1531 1272 1575">160 744 097</td> <td data-bbox="1272 1531 1585 1575">- 160 744 097</td> <td data-bbox="1585 1531 1889 1575">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1575 959 1619">Irlande</td> <td data-bbox="959 1575 1272 1619">4 937 783</td> <td data-bbox="1272 1575 1585 1619">- 4 937 783</td> <td data-bbox="1585 1575 1889 1619">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1619 959 1664">Italie</td> <td data-bbox="959 1619 1272 1664">242 028 083</td> <td data-bbox="1272 1619 1585 1664">- 156 273 573</td> <td data-bbox="1585 1619 1889 1664">85 754 510</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1664 959 1708">Luxembourg</td> <td data-bbox="959 1664 1272 1708">1 431 773</td> <td data-bbox="1272 1664 1585 1708">- 1 431 773</td> <td data-bbox="1585 1664 1889 1708">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1708 959 1752">Pays-Bas</td> <td data-bbox="959 1708 1272 1752">38 059 474</td> <td data-bbox="1272 1708 1585 1752">- 38 059 474</td> <td data-bbox="1585 1708 1889 1752">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1752 959 1796">Portugal</td> <td data-bbox="959 1752 1272 1796">8 021 602</td> <td data-bbox="1272 1752 1585 1796">- 8 021 602</td> <td data-bbox="1585 1752 1889 1796">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1796 959 1840">Royaume-Uni</td> <td data-bbox="959 1796 1272 1840">154 007 419</td> <td data-bbox="1272 1796 1585 1840">- 154 007 419</td> <td data-bbox="1585 1796 1889 1840">—</td> </tr> <tr> <td data-bbox="214 1840 959 1890" style="text-align: right;">Total du poste 1400</td> <td data-bbox="959 1840 1272 1890">941 572 328</td> <td data-bbox="1272 1840 1585 1890">- 846 969 995</td> <td data-bbox="1585 1840 1889 1890">94 602 333</td> </tr> </tbody> </table>	États membres	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant	Belgique	27 832 291	- 25 480 607	2 351 684	Danemark	22 324 666	- 17 384 625	4 940 041	Allemagne	205 110 716	- 205 110 716	—	Grèce	12 172 871	- 10 616 773	1 556 098	Espagne	64 901 553	- 64 901 553	—	France	160 744 097	- 160 744 097	—	Irlande	4 937 783	- 4 937 783	—	Italie	242 028 083	- 156 273 573	85 754 510	Luxembourg	1 431 773	- 1 431 773	—	Pays-Bas	38 059 474	- 38 059 474	—	Portugal	8 021 602	- 8 021 602	—	Royaume-Uni	154 007 419	- 154 007 419	—	Total du poste 1400	941 572 328	- 846 969 995	94 602 333
États membres	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant																																																						
Belgique	27 832 291	- 25 480 607	2 351 684																																																						
Danemark	22 324 666	- 17 384 625	4 940 041																																																						
Allemagne	205 110 716	- 205 110 716	—																																																						
Grèce	12 172 871	- 10 616 773	1 556 098																																																						
Espagne	64 901 553	- 64 901 553	—																																																						
France	160 744 097	- 160 744 097	—																																																						
Irlande	4 937 783	- 4 937 783	—																																																						
Italie	242 028 083	- 156 273 573	85 754 510																																																						
Luxembourg	1 431 773	- 1 431 773	—																																																						
Pays-Bas	38 059 474	- 38 059 474	—																																																						
Portugal	8 021 602	- 8 021 602	—																																																						
Royaume-Uni	154 007 419	- 154 007 419	—																																																						
Total du poste 1400	941 572 328	- 846 969 995	94 602 333																																																						

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM (suite)

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
140	(suite)			
1401	Ressources propres fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 6 premier alinéa de la décision 88/376/CEE, Euratom destinées à financer la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »	1 022 158 735	- 1 022 158 735	—
	<i>Total de l'article 140</i>	1 963 731 063	- 1 869 128 730	94 602 333
	TOTAL DU CHAPITRE 14	1 963 731 063	- 1 869 128 730	94 602 333
	Total du titre 1	43 814 768 998	- 1 655 042 969	42 159 726 029

CHAPITRE 14 — RESSOURCES PROPRES FONDÉES SUR LE PRODUIT NATIONAL BRUT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 2 PARAGRAPHE 1 POINT d), DE L'ARTICLE 5 PARAGRAPHE 2 ET DE L'ARTICLE 6 PREMIER ALINÉA DE LA DÉCISION 88/376/CEE, EURATOM (suite)

Article Poste	Commentaires			
140	<i>(suite)</i>			
1401	<p>Décision 88/376/CEE, Euratom du Conseil, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés (JO n° L 185 du 15. 7. 1988, p. 24), et notamment son article 2 paragraphe 1 point d) et son article 6 premier alinéa.</p> <p>La réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie », étant incorporée aux ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée, il n'y a plus lieu d'inscrire des ressources propres fondées sur le produit national brut à ce titre.</p>			
	États membres	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	Belgique	30 789 191	— 30 789 191	—
	Danemark	20 749 237	— 20 749 237	—
	Allemagne	249 303 199	— 249 303 199	—
	Grèce	12 784 207	— 12 784 207	—
	Espagne	78 885 030	— 78 885 030	—
	France	195 377 494	— 195 377 494	—
	Irlande	6 001 661	— 6 001 661	—
	Italie	183 329 550	— 183 329 550	—
	Luxembourg	1 740 259	— 1 740 259	—
	Pays-Bas	46 259 643	— 46 259 643	—
	Portugal	9 749 910	— 9 749 910	—
	Royaume-Uni	187 189 354	— 189 189 354	—
	Total du poste 1401	1 022 158 735	— 1 022 158 735	—

TITRE 3

EXCÉDENTS DISPONIBLES

CHAPITRE 30 — EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 30			
300	<i>Excédent disponible de l'exercice précédent</i>	1 779 000 000	+ 1 701 972 118	3 480 972 118
301	<i>Excédent de ressources propres résultant du virement vers la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section « garantie »</i>	819 000 000	—	819 000 000
	TOTAL DU CHAPITRE 30	2 598 000 000	+ 1 701 972 118	4 299 972 118
	Total du titre 3	2 598 000 000	+ 1 701 972 118	4 299 972 118
	TOTAL GÉNÉRAL	46 716 818 505	+ 46 929 149	46 763 747 654

TITRE 3

EXCÉDENTS DISPONIBLES

CHAPITRE 30 — EXCÉDENT DISPONIBLE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Article Poste	Commentaires
300	<p>Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1).</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement financier, le solde de chaque exercice est inscrit, selon qu'il s'agit d'un excédent ou d'un déficit, en recette ou en dépense dans un budget rectificatif de l'exercice suivant.</p> <p>Un déficit est inscrit à l'article 850 de la partie B de l'état des dépenses de la section III « Commission » du budget général.</p> <p>Le solde de l'exercice 1989, dont 3 481 millions d'écus sont inscrits à l'article 300 et 819 millions d'écus sont inscrits à l'article 301, s'élève à 5 080 millions d'écus.</p>



B. FINANCEMENT DU BUDGET GÉNÉRAL

Crédits à couvrir, pendant l'exercice 1990, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la décision 88/376/CEE, Euratom, du 24 juin 1988, relative au système des ressources propres des Communautés et de l'article 10 du traité, du 22 avril 1970, portant modification de certaines dispositions budgétaires des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes

Description	Montants
Dépenses	
A. Section III « Commission » (partie B)	
1. Garantie des marchés agricoles (chapitres 1 0 à 2 9) et réserve monétaire (chapitre 10 2)	27 452 000 000
2. Structures agricoles (chapitres 3 0, 3 8 et 3 9)	2 073 475 000
3. Pêche (chapitres 4 0 à 4 2 et 4 7)	376 100 000
4. Politique régionale et des transports (chapitres 5 0, 5 4, 5 5 et 5 8)	5 209 700 000
5. Politique sociale (chapitres 6 0 et 6 2 à 6 9)	3 672 885 000
6. Recherche, énergie et industrie (chapitres 7 0, 7 1, 7 3 et 7 5 à 7 9)	1 763 478 000
7. Coopération au développement et pays tiers (chapitres 9 0 à 9 9)	1 503 590 000
8. Remboursements et réserves (chapitres 8 1, 8 3, 8 5, 8 6 et 10 1)	2 335 091 812
Sous-total de la partie B de la section III	44 386 319 812
B. Section III « Commission » (partie A)	
Sous-total de la section III	45 916 085 672
C. Sections I, II, IV et V (autres institutions)	
Total des dépenses	46 763 747 654
Recettes	
Recettes diverses (titres 4 à 9)	304 049 507
Excédent disponible de l'exercice précédent	3 480 972 118
Excédent des ressources propres provenant de la réserve monétaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole	819 000 000
Total des recettes	4 604 021 625
Crédits à couvrir par les ressources propres visées à l'article 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom	42 159 726 029

Montant des dépenses à couvrir par les ressources propres visées à l'article 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom	42 159 726 029
Montant des droits de douane, des prélèvements agricoles et des cotisations dans le secteur du sucre et de l'isoglucose (voir tableau 5)	- 13 633 200 000
Montant des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée et du montant de la ressource complémentaire relatif aux exercices antérieurs	p.m.
Reste à financer	28 526 526 029

TABLEAU 1

Répartition des ressources propres provenant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point c) de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	1 % de l'assiette « TVA »	Taux uniforme de ressources propres « TVA »	Ressources propres « TVA » au taux uniforme
Belgique	650 300 000	1,2557 (2)	816 557 572
Danemark	415 000 000		521 100 096
Allemagne	5 450 000 000		6 843 362 702
Grèce	266 000 000		334 006 326
Espagne	1 888 600 000		2 371 444 917
France	4 575 900 000		5 745 787 777
Irlande (1)	147 950 000		185 775 323
Italie	3 375 000 000		4 237 862 223
Luxembourg (1)	42 900 000		53 867 938
Pays-Bas	1 051 800 000		1 320 706 218
Portugal (1)	240 350 000		301 798 573
Royaume-Uni (1)	4 614 500 000		5 794 256 364
Total	22 718 300 000		

(1) Assiette écartée à 55 % du produit national brut estimé de l'exercice en cours.

(2) Calcul du taux : $\frac{28\,526\,526\,029}{22\,718\,300\,000} = 1,25566288 \%$

Reste à financer par la ressource propre complémentaire :

$$28\,526\,526\,029 \text{ écus} - 28\,526\,526\,029 \text{ écus} = 0 \text{ écu}$$

TABLEAU 2

Détermination des ressources propres « TVA » à verser et de la charge financière assumée par les autres États membres pour le financement de la correction en faveur du Royaume-Uni à ajouter à la ressource complémentaire en application de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	1	2	3 = 1 - 2	4	5 = 1 + 4	6	7	8 = 3 + 4 - 7	9 = 2	10 = 8 + 9
	Ressources propres « TVA » au taux uniforme	Financement de la réserve monétaire « FEOGA »	Financement des autres dépenses	Correction en faveur du Royaume-Uni	Total	TVA écartée au taux de 1,4 %	Financement de la correction en faveur du Royaume-Uni à ajouter à la ressource complémentaire	Ressources propres « TVA » à verser	Ressources propres « TVA » à verser en cas d'utilisation de la réserve monétaire « FEOGA »	Total des ressources propres « TVA »
Belgique	816 557 572	29 311 195	787 246 377	96 214 112	912 771 684	910 420 000	2 351 684	881 108 805	29 311 195	910 420 000
Danemark	521 100 096	18 705 437	502 394 659	64 839 945	585 940 041	581 000 000	4 940 041	562 294 563	18 705 437	581 000 000
Allemagne	6 843 362 702	245 649 718	6 597 712 984	454 833 294	7 298 195 996	7 630 000 000	—	7 052 546 278	245 649 718	7 298 195 996
Grèce	334 006 326	11 989 509	322 016 817	39 949 772	373 956 098	372 400 000	1 556 098	360 410 491	11 989 509	372 400 000
Espagne	2 371 444 917	85 125 515	2 286 319 402	246 510 315	2 617 955 232	2 644 040 000	—	2 532 829 717	85 125 515	2 617 955 232
France	5 745 787 777	206 251 109	5 539 536 668	610 541 287	6 356 329 064	6 406 260 000	—	6 150 077 955	206 251 109	6 356 329 064
Irlande	185 775 323	6 668 601	179 106 722	18 754 780	204 530 103	207 130 000	—	197 861 502	6 668 601	204 530 103
Italie	4 237 862 223	152 122 532	4 085 739 691	572 892 287	4 810 754 510	4 725 000 000	85 754 510	4 572 877 468	152 122 532	4 725 000 000
Luxembourg	53 867 938	1 933 646	51 934 292	5 438 189	59 306 127	60 060 000	—	57 372 481	1 933 646	59 306 127
Pays-Bas	1 320 706 218	47 408 142	1 273 298 076	144 558 217	1 465 264 435	1 472 520 000	—	1 417 856 293	47 408 142	1 465 264 435
Portugal	301 798 573	10 833 378	290 965 195	30 467 802	332 266 375	336 490 000	—	321 432 997	10 833 378	332 266 375
Royaume-Uni	5 794 256 364	207 990 940	5 586 265 424	- 2 285 000 000	3 509 256 364	6 460 300 000	—	3 301 265 424	207 990 940	3 509 256 364
Total	28 526 526 029	1 023 989 722	27 502 536 307	0	28 526 526 029	31 805 620 000	94 602 333	27 407 933 974	1 023 989 722	28 431 923 696

TABLEAU 3

Détermination du taux uniforme et répartition des ressources fondées sur le produit national brut conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 1 point d) de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	1 % du produit national brut	Taux uniforme de ressources propres « assiette complémentaire »	Ressources propres « assiette complémentaire » au taux uniforme
Belgique	1 380 000 000	0 (1)	—
Danemark	930 000 000		—
Allemagne	11 174 000 000		—
Grèce	573 000 000		—
Espagne	3 535 700 000		—
France	8 757 000 000		—
Irlande	269 000 000		—
Italie	8 217 000 000		—
Luxembourg	78 000 000		—
Pays-Bas	2 073 400 000		—
Portugal	437 000 000		—
Royaume-Uni	8 390 000 000		—
Total	45 814 100 000		—

(1) Calcul du taux : $\frac{0}{45\,814\,100\,000} = 0\%$.

TABLEAU 4

Détermination de la ressource complémentaire en application de l'article 2 paragraphe 1 point d) et de l'article 5 paragraphe 2 de la décision 88/376/CEE, Euratom

États membres	Ressource complémentaire au taux uniforme	Financement de la correction en faveur du Royaume-Uni non couverte par la TVA	Total de la ressource complémentaire à verser
Belgique	—	2 351 684	2 351 684
Danemark	—	4 940 041	4 940 041
Allemagne	—	—	—
Grèce	—	1 556 098	1 556 098
Espagne	—	—	—
France	—	—	—
Irlande	—	—	—
Italie	—	85 754 510	85 754 510
Luxembourg	—	—	—
Pays-Bas	—	—	—
Portugal	—	—	—
Royaume-Uni	—	—	—
Total	—	94 602 333	94 602 333

TABLEAU 5

Récapitulation du financement des dépenses

États membres	Cotisations dans le secteur du sucre et de l'isoglucose	Prélèvements agricoles	Droits de douane	Ressources propres « TVA »		Ressources propres fondées sur le produit national brut		Total
				Exercices antérieurs	Exercice en cours	Exercices antérieurs	Exercice en cours	
Belgique	86 310 000	97 650 000	630 000 000		910 420 000		2 351 684	1 726 731 684
Danemark	47 430 000	9 090 000	213 300 000		581 000 000		4 940 041	855 760 041
Allemagne	307 530 000	112 500 000	3 231 000 000		7 298 195 996		0	10 949 225 996
Grèce	11 790 000	17 100 000	148 500 000		372 400 000		1 556 098	551 346 098
Espagne	58 320 000	182 430 000	505 800 000		2 617 955 232		0	3 364 505 232
France	400 590 000	72 900 000	1 539 000 000		6 356 329 064		0	8 368 819 064
Irlande	13 500 000	2 430 000	143 100 000		204 530 103		0	363 560 103
Italie	144 180 000	263 250 000	1 120 500 000		4 725 000 000		85 754 510	6 338 684 510
Luxembourg	—	90 000	9 000 000		59 306 127		0	68 396 127
Pays-Bas	97 200 000	81 630 000	1 008 000 000		1 465 264 435		0	2 652 094 435
Portugal	90 000	45 360 000	121 500 000		332 266 375		0	499 216 375
Royaume-Uni	79 200 000	152 730 000	2 680 200 000		3 509 256 364		0	6 421 386 364
Total	1 246 140 000	1 037 160 000	11 349 900 000		28 431 923 696		94 602 333	42 159 726 029

SECTION I

PARLEMENT

TITRE 1**DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION****CHAPITRE 10 — MEMBRES DE L'INSTITUTION**

Article Poste	Commentaires
100 1005	Ce crédit est destiné à fournir à chaque membre un montant annuel de 2 500 écus, ne pouvant être dépassé qu'en cas d'exception, et vise à couvrir les frais de déplacement sur le territoire européen (à l'exception des déplacements dans le pays d'élection) ainsi que les frais d'hôtel et autres frais connexes, dans le but de permettre aux membres d'accomplir leur mandat.

SECTION III

COMMISSION



ÉTAT DES DÉPENSES

PARTIE A

CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT

COMMISSION

TITRE 1

DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

CHAPITRE 10 — MEMBRES DE L'INSTITUTION

CHAPITRE 11 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 10			
1 0 0	Traitements, indemnités et allocations liées aux traitements			
1 0 0 0	Traitements de base			
	Crédits non dissociés	2 443 000	+ 250 000	2 693 000
	<i>Total de l'article 1 0 0</i>	3 029 000	+ 250 000	3 279 000
	TOTAL DU CHAPITRE 10	6 884 000	+ 250 000	7 134 000
	CHAPITRE 11			
1 1 0	Fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs			
1 1 0 0	Traitements de base			
	Crédits non dissociés	506 005 000	+ 13 750 000	519 755 000
	<i>Total de l'article 1 1 0</i>	626 058 000	+ 13 750 000	639 808 000
	TOTAL DU CHAPITRE 11	710 823 000	+ 13 750 000	724 573 000
	Total du titre 1	1 042 177 000	+ 14 000 000	1 056 177 000

TITRE 1**DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION****CHAPITRE 10 — MEMBRES DE L'INSTITUTION****CHAPITRE 11 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ**

Article Poste	Commentaires

COMMISSION

TITRE 3

DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES

CHAPITRE 34 — PUBLICATIONS

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 34			
342	<i>Office des publications</i>			
	Crédits non dissociés	31 165 360	+ 1 000 000	32 165 360
	TOTAL DU CHAPITRE 34	59 940 360	+ 1 000 000	60 940 360
	Total du titre 3	183 211 360	+ 1 000 000	184 211 360
	Total de la partie A	1 514 765 860	+ 15 000 000	1 529 765 860

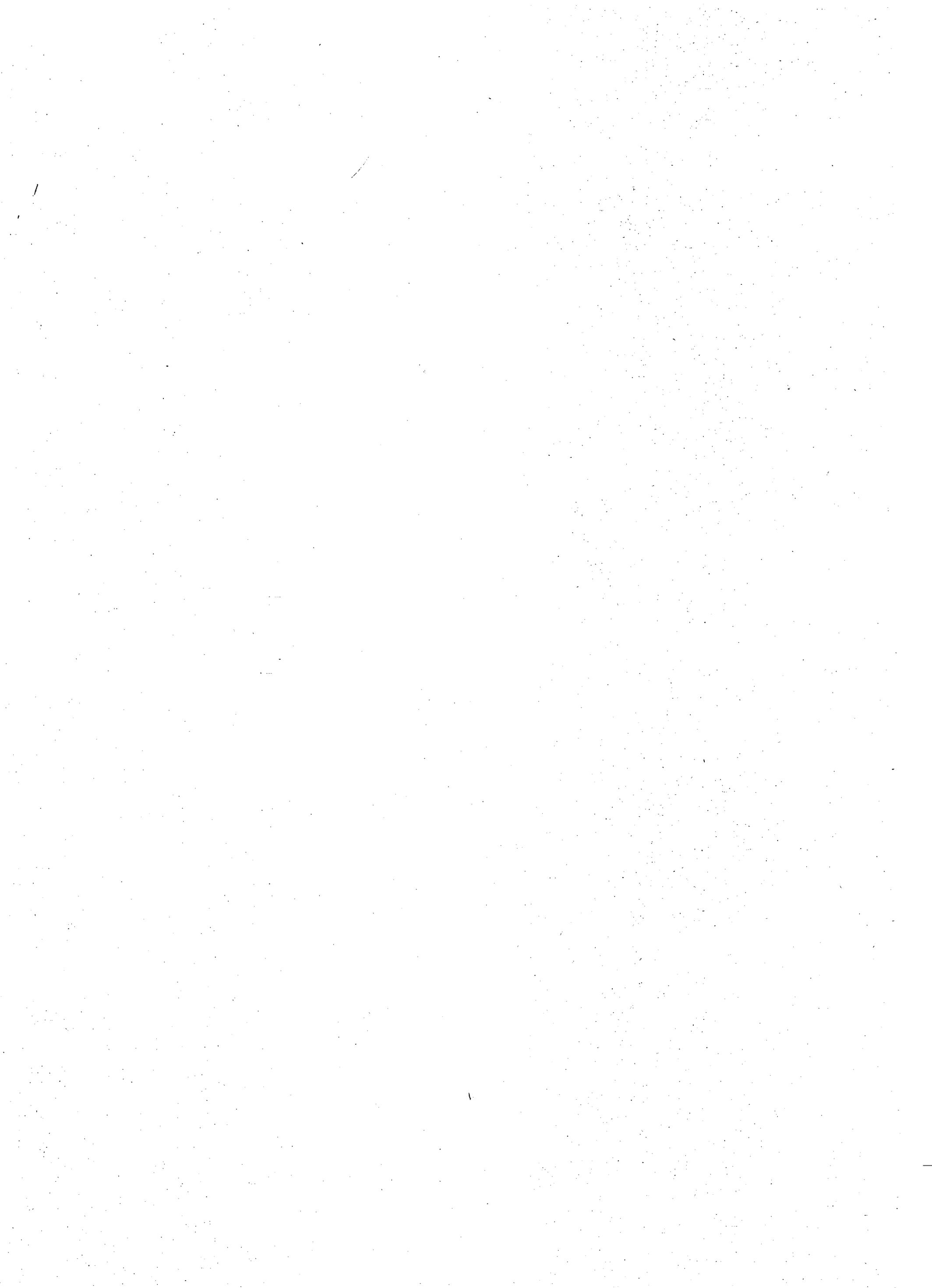
COMMISSION

TITRE 3

DÉPENSES RÉSULTANT DE L'EXERCICE PAR L'INSTITUTION DE MISSIONS SPÉCIFIQUES

CHAPITRE 34 — PUBLICATIONS

Article Poste	Commentaires



PARTIE B

CRÉDITS OPÉRATIONNELS

COMMISSION

TITRE 6

CRÉDITS D'INTERVENTION DANS LE DOMAINE SOCIAL

CHAPITRE 68 — PROMOTION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
682	CHAPITRE 68 Ehlass (actions de surveillance sur la sécurité des produits de consommation) Crédits dissociés	—	p.m.	+ p.m.	—	p.m.	p.m.

COMMISSION

TITRE 6

CRÉDITS D'INTERVENTION DANS LE DOMAINE SOCIAL

CHAPITRE 68 — PROMOTION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Article Poste	Commentaires
682	<p>Décision 86/138/CEE du Conseil, du 22 avril 1986, concernant un projet de démonstration en vue de l'institution d'un système communautaire d'information sur les accidents dans lesquels sont impliqués des produits de consommation (JO n° L 109 du 26. 4. 1986, p. 23).</p> <p>En ce qui concerne l'information, la protection et la surveillance des consommateurs, il s'agit notamment de la surveillance des accidents de la vie privée (accidents au foyer, pendant les activités de loisir et le sport ainsi qu'à l'école) dans lesquels des produits de consommation jouent souvent un rôle.</p> <p>Le système <i>Ehlass</i> (<i>European home and leisure accident surveillance system</i>) a pour objectif l'identification, l'analyse et l'exploitation de données relatives à la prévention des risques et des accidents. Les données reçues après traitement informatique et analyse statistique et épidémiologique permettront d'élaborer des actions en vue de réduire le nombre et la gravité des accidents dans la sphère privée.</p> <p>Cet article est destiné à couvrir des frais de recueil de données, de recherches et d'études techniques d'évaluation, d'exploitation et de coût/bénéfices, frais de prestations techniques et administratives au plan communautaire et activités connexes, achats d'équipements et matériel, prestations d'experts (y compris nationaux), de consultants et tous frais y afférents, y compris frais de mission, réunion et séminaires, actions d'information, publications, organisation et prix de concours, projets pilotes, diffusion d'informations, enquêtes, frais d'analyse.</p> <p>Nonobstant l'article 26 paragraphe 3 du règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1), la Commission doit consulter l'autorité budgétaire avant de procéder à un virement quelconque de crédits au profit de cet article à partir du chapitre 68.</p>

COMMISSION

CHAPITRE 68 — PROMOTION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS (suite)

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
682	(suite)						
	Sous-total des crédits non dissociés	6 500 000	6 500 000	—	—	6 500 000	6 500 000
	Sous-total des crédits dissociés	p.m.	p.m.	+ p.m.	—	p.m.	p.m.
	TOTAL DU CHAPITRE 68	6 500 000	6 500 000	+ p.m.	—	6 500 000	6 500 000
	Sous-total des crédits non dissociés	235 145 000	235 145 000	—	—	235 145 000	235 145 000
	Sous-total des crédits dissociés	4 200 150 000	3 431 840 000	+ p.m.	—	4 200 150 000	3 431 840 000
	Total du titre 6	4 435 295 000	3 666 985 000	+ p.m.	—	4 435 295 000	3 666 985 000

COMMISSION

CHAPITRE 68 — PROMOTION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS (suite)

Article Poste	Commentaires																																																						
682	<p>(suite)</p> <p>Crédit d'engagement autorisé pour 1990 : p.m.</p> <p>L'échéancier prévisible des paiements par rapport aux engagements se présente comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="244 859 1925 1499"> <thead> <tr> <th colspan="2" data-bbox="244 859 904 1019">Engagements</th> <th colspan="5" data-bbox="904 859 1925 917">Paiements</th> </tr> <tr> <th colspan="2" data-bbox="244 917 904 1019"></th> <th data-bbox="904 917 1117 1019">1989</th> <th data-bbox="1117 917 1330 1019">1990</th> <th data-bbox="1330 917 1542 1019">1991</th> <th data-bbox="1542 917 1734 1019">1992</th> <th data-bbox="1734 917 1925 1019">Exercices ultérieurs</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="244 1019 680 1179">Engagements contractés avant 1989 à liquider sur crédits de paiement nouveaux</td> <td data-bbox="680 1019 904 1179">1 448 857 (1)</td> <td data-bbox="904 1019 1117 1179">885 000</td> <td data-bbox="1117 1019 1330 1179"></td> <td data-bbox="1330 1019 1542 1179">563 857</td> <td data-bbox="1542 1019 1734 1179"></td> <td data-bbox="1734 1019 1925 1179"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="244 1179 680 1266">Crédits d'engagement reportés de 1988</td> <td data-bbox="680 1179 904 1266"></td> <td data-bbox="904 1179 1117 1266"></td> <td data-bbox="1117 1179 1330 1266"></td> <td data-bbox="1330 1179 1542 1266"></td> <td data-bbox="1542 1179 1734 1266"></td> <td data-bbox="1734 1179 1925 1266"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="244 1266 680 1339">Crédits 1989</td> <td data-bbox="680 1266 904 1339">1 500 000 (2)</td> <td data-bbox="904 1266 1117 1339">1 100 000</td> <td data-bbox="1117 1266 1330 1339"></td> <td data-bbox="1330 1266 1542 1339">400 000</td> <td data-bbox="1542 1266 1734 1339"></td> <td data-bbox="1734 1266 1925 1339"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="244 1339 680 1397">Crédits 1990</td> <td data-bbox="680 1339 904 1397">p.m.</td> <td data-bbox="904 1339 1117 1397"></td> <td data-bbox="1117 1339 1330 1397">p.m.</td> <td data-bbox="1330 1339 1542 1397"></td> <td data-bbox="1542 1339 1734 1397"></td> <td data-bbox="1734 1339 1925 1397"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="244 1397 680 1499">Total</td> <td data-bbox="680 1397 904 1499">2 948 857</td> <td data-bbox="904 1397 1117 1499">1 985 000 (2)</td> <td data-bbox="1117 1397 1330 1499">p.m.</td> <td data-bbox="1330 1397 1542 1499">963 857</td> <td data-bbox="1542 1397 1734 1499"></td> <td data-bbox="1734 1397 1925 1499"></td> </tr> </tbody> </table> <p data-bbox="244 1514 1596 1557">(1) Engagements contractés restant à liquider au 31 décembre 1988 (2 817 538,53 écus) moins report (1 368 682 écus).</p> <p data-bbox="244 1557 936 1601">(2) Un crédit de 1 500 000 écus est inscrit au chapitre 10 0.</p>						Engagements		Paiements							1989	1990	1991	1992	Exercices ultérieurs	Engagements contractés avant 1989 à liquider sur crédits de paiement nouveaux	1 448 857 (1)	885 000		563 857			Crédits d'engagement reportés de 1988							Crédits 1989	1 500 000 (2)	1 100 000		400 000			Crédits 1990	p.m.		p.m.				Total	2 948 857	1 985 000 (2)	p.m.	963 857		
Engagements		Paiements																																																					
		1989	1990	1991	1992	Exercices ultérieurs																																																	
Engagements contractés avant 1989 à liquider sur crédits de paiement nouveaux	1 448 857 (1)	885 000		563 857																																																			
Crédits d'engagement reportés de 1988																																																							
Crédits 1989	1 500 000 (2)	1 100 000		400 000																																																			
Crédits 1990	p.m.		p.m.																																																				
Total	2 948 857	1 985 000 (2)	p.m.	963 857																																																			

COMMISSION

TITRE 8

REMBOURSEMENTS ET AIDES AUX ÉTATS MEMBRES, GARANTIES D'EMPRUNTS ET DIVERS

CHAPITRE 86 — AUTRES PAIEMENTS

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	CHAPITRE 86						
860	Restitutions aux États membres						
8601	Restitutions à l'Espagne Crédits non dissociés	709 623 359 (1)	709 623 359 (1)	- 16 439 381	- 16 439 381	693 183 978 (2)	693 183 978 (2)
8602	Restitutions au Portugal Crédits non dissociés	89 865 171 (3)	89 865 171 (3)	- 3 936 751	- 3 936 751	85 928 420 (4)	85 928 420 (4)
	<i>Total de l'article 860</i>	799 488 530	799 488 530	- 20 376 132	- 20 376 132	779 112 398	779 112 398
861	Compensations financières aux États membres						
8612	Compensation financière à l'Espagne au titre du financement de la dépréciation des stocks agricoles anciens Crédits non dissociés	54 877 669	54 877 669	+ 113 633	+ 113 633	54 991 302	54 991 302

(1) Un crédit de 19 721 257 écus est inscrit au chapitre 100.

(2) Un crédit de 21 281 378 écus est inscrit au chapitre 100.

(3) Un crédit de 2 437 478 écus est inscrit au chapitre 100.

(4) Un crédit de 2 708 344 écus est inscrit au chapitre 100.

TITRE 8**REMBOURSEMENTS ET AIDES AUX ÉTATS MEMBRES, GARANTIES D'EMPRUNTS ET DIVERS****CHAPITRE 86 — AUTRES PAIEMENTS**

Article Poste	Commentaires
860	
8601	La diminution des versements de la ressource complémentaire entraîne une diminution de 16 439 381 écus des restitutions à l'Espagne.
8602	La diminution des versements de la ressource complémentaire entraîne une diminution de 3 936 751 écus des restitutions au Portugal.
861	
8612	La compensation pour la dépréciation des stocks agricoles en faveur de l'Espagne est augmentée de 113 633 écus à cause de la nouvelle pondération selon la taxe sur la valeur ajoutée, la ressource complémentaire n'étant pas utilisée.

COMMISSION

CHAPITRE 86 — AUTRES PAIEMENTS (suite)

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
861 8613	(suite) Compensation financière au Portugal au titre du finance- ment de la dépréciation des stocks agricoles anciens Crédits non dissociés	6 978 529	6 978 529	+ 19 861	+ 19 861	6 998 390	6 998 390
	<i>Total de l'article 861</i>	61 856 198	61 856 198	+ 133 494	+ 133 494	61 989 692	61 989 692
	Sous-total des crédits non dissociés	861 344 728	861 344 728	-20 242 638	-20 242 638	841 102 090	841 102 090
	Sous-total des crédits dissociés						
	TOTAL DU CHAPITRE 86	861 344 728	861 344 728	-20 242 638	-20 242 638	841 102 090	841 102 090
	Sous-total des crédits non dissociés	2 331 344 728	2 331 344 728	-20 242 638	-20 242 638	2 311 102 090	2 311 102 090
	Sous-total des crédits dissociés						
	Total du titre 8	2 331 344 728	2 331 344 728	-20 242 638	-20 242 638	2 311 102 090	2 311 102 090

COMMISSION

CHAPITRE 86 — AUTRES PAIEMENTS (suite)

Article Poste	Commentaires
861 8613	<p data-bbox="251 670 336 708"><i>(suite)</i></p> <p data-bbox="251 723 1927 787">La compensation pour la dépréciation des stocks agricoles en faveur du Portugal est augmentée de 19 861 écus à cause de la nouvelle pondération selon la taxe sur la valeur ajoutée, la ressource complémentaire n'étant pas utilisée.</p>

COMMISSION

TITRE 9

COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS TIERS

CHAPITRE 99 — COOPÉRATION AVEC DES PAYS TIERS

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
996	CHAPITRE 99 <i>Aide à la restructuration économique des pays de l'Europe centrale et orientale</i> Crédits dissociés	300 000 000	300 000 000	+ 200 000 000	+ 50 000 000	500 000 000	350 000 000
	Sous-total des crédits non dissociés	305 640 000	305 640 000	- 300 000 000	- 300 000 000	5 640 000	5 640 000
	Sous-total des crédits dissociés	13 000 000	7 500 000	+ 500 000 000	+ 350 000 000	513 000 000	357 500 000
	TOTAL DU CHAPITRE 99	318 640 000	313 140 000	+ 200 000 000	+ 50 000 000	518 640 000	363 140 000
	Sous-total des crédits non dissociés	383 190 000	383 190 000	- 300 000 000	- 300 000 000	83 190 000	83 190 000
	Sous-total des crédits dissociés	1 309 580 000	1 056 400 000	+ 500 000 000	+ 350 000 000	1 809 580 000	1 406 400 000
	Total du titre 9	1 692 770 000	1 439 590 000	+ 200 000 000	+ 50 000 000	1 892 770 000	1 489 590 000

COMMISSION

TITRE 9

COOPÉRATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET LES PAYS TIERS

CHAPITRE 99 — COOPÉRATION AVEC DES PAYS TIERS

Article Poste	Commentaires					
996	<p>Règlement (CEE) n° 3906/89 du Conseil, du 18 décembre 1989, relatif à l'aide économique en faveur de la république de Hongrie et de la république populaire de Pologne (JO n° L 375 du 23. 12. 1989, p. 11), modifié par le règlement (CEE) n° ... (JO n° L ... du ..., p. ...).</p> <p>Ce crédit est destiné à couvrir l'assistance financière aux pays de l'Europe centrale et orientale visés par les règlements ci-dessus, à l'appui de leurs programmes de développement économique, y compris des opérations en rapport avec les accords de commerce et de coopération commerciale et économique conclus par la Communauté avec ces pays.</p> <p>Outre la fourniture d'une aide économique, dans la mesure où le règlement modifié le prévoira, ce crédit est également destiné à couvrir le financement d'actions d'aide humanitaire, notamment la fourniture de produits alimentaires dans le cadre d'actions d'urgence.</p> <p>Le crédit d'engagement autorisé pour 1990 s'élève à 500 millions d'écus.</p> <p>L'échéancier prévisible des paiements par rapport aux engagements se présente comme suit :</p>					
Engagements		Paiements				
		1989	1990	1991	1992	Exercices ultérieurs
Engagements contractés avant 1989 à liquider sur crédits de paiement nouveaux						
Crédits d'engagement reportés de 1988						
Crédits 1989						
Crédits 1990	500 000 000		350 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
Total	500 000 000		350 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000

COMMISSION

TITRE 10

AUTRES DÉPENSES

CHAPITRE 10 0 — CRÉDITS PROVISIONNELS

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	CHAPITRE 10 0						
	Crédits non dissociés	59 258 735	59 258 735	+ 1 830 987	+ 1 830 987	61 089 722	61 089 722
	Crédits dissociés	217 286 000	51 400 000	—	—	217 286 000	51 400 000

COMMISSION

TITRE 10

AUTRES DÉPENSES

CHAPITRE 10 0 — CRÉDITS PROVISIONNELS

Article Poste	Commentaires
	<p>Règlement financier, du 21 décembre 1977, applicable au budget général des Communautés européennes (JO n° L 356 du 31. 12. 1977, p. 1).</p> <p>Les crédits de ce chapitre ont un caractère purement provisionnel et ne peuvent être utilisés qu'après avoir été virés vers d'autres chapitres conformément aux dispositions du règlement financier.</p>

COMMISSION

CHAPITRE 10 0 — CRÉDITS PROVISIONNELS (suite)

Article Poste	Intitulé	Budget 1990		Budget rectificatif et supplémentaire n° 2		Nouveau montant	
		Engagements	Paiements	Engagements	Paiements	Engagements	Paiements
	Sous-total des crédits non dissociés	59 258 735	59 258 735	+ 1 830 987	+ 1 830 987	61 089 722	61 089 722
	Sous-total des crédits dissociés	217 286 000	51 400 000	—	—	217 286 000	51 400 000
	TOTAL DU CHAPITRE 10 0	276 544 735	110 658 735	+ 1 830 987	+ 1 830 987	278 375 722	112 489 722
	Sous-total des crédits non dissociés	1 059 258 735	1 059 258 735	+ 1 830 987	+ 1 830 987	1 061 089 722	1 061 089 722
	Sous-total des crédits dissociés	178 886 000	51 400 000	—	—	178 886 000	51 400 000
	Total du titre 10	1 238 144 735	1 110 658 735	+ 1 830 987	+ 1 830 987	1 239 975 722	1 112 489 722
	Sous-total des crédits non dissociés	31 124 766 463	31 124 766 463	-318 411 651	-318 411 651	30 806 354 812	30 806 354 812
	Sous-total des crédits dissociés	15 359 680 000	13 229 965 000	+ 500 000 000	+ 350 000 000	15 859 680 000	13 579 965 000
	Total de la partie B	46 484 446 463	44 354 731 463	+ 181 588 349	+ 31 588 349	46 666 034 812	44 386 319 812
	Sous-total des crédits non dissociés	1 514 765 860	1 514 765 860	+ 15 000 000	+ 15 000 000	1 529 765 860	1 529 765 860
	Sous-total des crédits dissociés						
	Total de la partie A	1 514 765 860	1 514 765 860	+ 15 000 000	+ 15 000 000	1 529 765 860	1 529 765 860
	Sous-total des crédits non dissociés	32 639 532 323	32 639 532 323	-303 411 651	-303 411 651	32 336 120 672	32 336 120 672
	Sous-total des crédits dissociés	15 359 680 000	13 229 965 000	+ 500 000 000	+ 350 000 000	15 859 680 000	13 579 965 000
	TOTAL GÉNÉRAL	47 999 212 323	45 869 497 323	+ 196 588 349	+ 46 588 349	48 195 800 672	45 916 085 672

COMMISSION

CHAPITRE 100 — CRÉDITS PROVISIONNELS (suite)

Article Poste	Commentaires		
	Le total des crédits se décompose comme suit :		
19.	Poste	8 6 0 1	Restitutions à l'Espagne 21 281 378
20.	Poste	8 6 0 2	Restitutions au Portugal 2 708 344
			Total des crédits non dissociés 61 089 722
			Total des crédits dissociés 51 400 000 (217 286 000)

SECTION V

COUR DES COMPTES

COUR DES COMPTES

ÉTAT DES DÉPENSES

TITRE 1

DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

CHAPITRE 10 — MEMBRES DE L'INSTITUTION

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 10			
1 0 0	Traitements, indemnités et allocations liées aux traitements			
1 0 0 0	Traitements de base			
	Crédits non dissociés	1 520 000	+ 52 000	1 572 000
1 0 0 1	Indemnités de résidence			
	Crédits non dissociés	228 000	+ 7 800	235 800
1 0 0 2	Allocations familiales			
	Crédits non dissociés	100 300	+ 3 400	103 700
	<i>Total de l'article 1 0 0</i>	1 848 300	+ 63 200	1 911 500
1 0 2	Indemnités transitoires			
	Crédits non dissociés	426 900	+ 14 500	441 400
1 0 3	Pensions			
1 0 3 0	Pensions d'ancienneté			
	Crédits non dissociés	168 000	+ 5 700	173 700
	<i>Total de l'article 1 0 3</i>	168 000	+ 5 700	173 700
1 0 9	Crédit destiné aux adaptations du régime pécuniaire			
1 0 9 0	Coefficients correcteurs			
	Crédits non dissociés	32 800	+ 1 100	33 900
1 0 9 1	Crédit provisionnel destiné aux adaptations éventuelles du régime pécuniaire			
	Crédits non dissociés	49 400	+ 1 700	51 100
	<i>Total de l'article 1 0 9</i>	82 200	+ 2 800	85 000
	TOTAL DU CHAPITRE 10	2 700 200	+ 86 200	2 786 400

TITRE 1

DÉPENSES CONCERNANT LES PERSONNES LIÉES À L'INSTITUTION

CHAPITRE 10 — MEMBRES DE L'INSTITUTION

Article Poste	Commentaires

COUR DES COMPTES

CHAPITRE 11 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ

Article Poste	Intitulé	Budget 1990	Budget rectificatif et supplémentaire n° 2	Nouveau montant
	CHAPITRE 11			
110	Fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs			
1100	Traitements de base Crédits non dissociés	15 820 300	+ 130 000	15 950 300
1101	Allocations familiales Crédits non dissociés	1 661 300	+ 14 100	1 675 400
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA) Crédits non dissociés	2 468 900	+ 21 000	2 489 900
1103	Indemnité de secrétariat Crédits non dissociés	96 800	+ 900	97 700
	<i>Total de l'article 110</i>	20 047 300	+ 166 000	20 213 300
111	Autres agents			
1110	Agents auxiliaires Crédits non dissociés	337 000	+ 3 200	340 200
1111	Interprètes et traducteurs auxiliaires Crédits non dissociés	93 000	+ 1 400	94 400
	<i>Total de l'article 111</i>	430 000	+ 4 600	434 600
113	Couverture des risques de maladie et d'accident et de maladie professionnelle			
1130	Couverture des risques de maladie Crédits non dissociés	427 300	+ 3 600	430 900
1131	Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle Crédits non dissociés	106 100	+ 900	107 000
	<i>Total de l'article 113</i>	583 100	+ 4 500	587 600
115	Heures supplémentaires Crédits non dissociés	125 000	+ 4 300	129 300
117	Prestations d'appoint			
1175	Autres prestations et travaux de traduction et de dactylographie à confier à l'extérieur Crédits non dissociés	114 000	+ 3 900	117 900
	<i>Total de l'article 117</i>	120 000	+ 3 900	123 900

CHAPITRE 11 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ

Article Poste	Commentaires

CHAPITRE 11 — PERSONNEL EN ACTIVITÉ (suite)

Article Poste	Commentaires

TITRE 2**IMMEUBLES, MATÉRIEL ET DÉPENSES DIVERSES DE FONCTIONNEMENT****CHAPITRE 27 — DÉPENSES DE PUBLICATION ET D'INFORMATION**

Article Poste	Commentaires